

21-12-2001

31-01-2002

NR.  
N°

60.876 100/322

6

**Commission paritaire pour le travail intérimaire****CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 10 DECEMBRE 2001  
CONCERNANT L'INSTITUTION D'UN FONDS DE SECURITE  
D'EXISTENCE POUR LES INTERIMAIRES ET LA FIXATION DE SES  
STATUTS**

=====

**Chapitre 1er**

INSTITUTION, DENOMINATION, SIEGE SOCIAL, OBJET, DUREE

**Article 1er**

La présente convention collective de travail remplace et abroge à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 la convention collective de travail 36bis du 27 novembre 1981 concernant l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts.

A partir du 1er janvier 2002, la présente convention règle le fonctionnement du fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires, créé par la convention collective de travail 36bis du 27 novembre 1981, et dénommé ci-après Fonds social.

**Article 2**

Le siège du Fonds social est établi à 1000 Bruxelles, avenue de l'Héliport 21, boîte 3.

**Article 3**

Le Fonds social a pour objet :

- 1° de percevoir les contributions nécessaires à son fonctionnement;
- 2° lorsque l'entreprise de travail intérimaire ne s'acquitte pas de ses obligations pécuniaires à l'égard des travailleurs intérimaires, de payer aux travailleurs:
  - a) les rémunérations dues en vertu des conventions individuelles ou collectives de travail;
  - b) les indemnités et avantages dus en vertu de la loi ou de conventions collectives de travail;
- 3° d'octroyer tout avantage social aux travailleurs ou d'accorder des services aux travailleurs et employeurs, qui feront l'objet d'une convention collective de travail ultérieure;
- 4° d'octroyer aux travailleurs intérimaires des avantages de même nature que ceux prévus à l'article 2 de la loi du 30 juin 1967, portant extension de la mission du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises, et au chapitre III de la loi du 28 juin 1966, relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise;
- 5° promouvoir auprès des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs ainsi qu'auprès de leur personnel permanent et intérimaire, un esprit de sécurité sur les lieux de travail en vue de sauvegarder la santé et l'intégrité physique des travailleurs et d'améliorer leurs conditions de travail ;

- 6° d'octroyer aux travailleurs intérimaires une prime de fin d'année dans les conditions et modalités déterminées par la convention collective de travail du 10 décembre 2001 concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires;
- 7° d'accorder aux travailleurs intérimaires des avantages de même nature que ceux prévus à l'article 4 de la loi du 12 avril 1985 chargeant le Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises du paiement d'une indemnité de transition ;
- 8° de promouvoir des initiatives pour l'emploi en faveur des groupes à risque.

Cela concerne les groupes à risque suivants :

a) Les chômeurs de longue durée

Les demandeurs d'emploi qui, pendant les 6 mois qui précèdent leur engagement, ont bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine.

b) Les chômeurs à qualification réduite

Les chômeurs de plus de 18 ans qui comptabilisent au moins 1 jour de chômage et qui ne sont pas titulaires:

- soit d'un diplôme universitaire;
- soit d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur de type long ou court;
- soit d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur général ou technique.

c) Les handicapés

Les demandeurs d'emploi handicapés qui, au moment de leur engagement, sont enregistrés au Fonds national de reclassement social des handicapés (ou à un de ses ayants droit).

d) Les jeunes à scolarité obligatoire partielle

Les demandeurs d'emploi âgés de moins de 18 ans qui sont soumis à l'obligation scolaire à temps partiel et ne poursuivent plus l'enseignement secondaire de plein exercice.

e) Les personnes qui réintègrent le marché de l'emploi

Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

- 1) avoir au minimum 24 ans.
- 2) ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de 3 ans qui précède l'engagement.
- 3) ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de 3 ans qui précède l'engagement.

4) avoir, avant la période de 3 ans visée sous 2) et 3), interrompu leur activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité.

f) Les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence

Les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, bénéficient depuis au moins 3 mois sans interruption du minimum de moyens d'existence.

g) Les chômeurs âgés

Les demandeurs d'emploi âgés de plus de 44 ans qui comptabilisent au moins 1 jour de chômage et qui ne sont pas titulaires :

- soit d'un diplôme universitaire;
- soit d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur non-universitaire de type long ou court.

h) Les travailleurs immigrés

Le Conseil d'administration du Fonds social déterminera les personnes appartenant à cette catégorie de travailleurs.

9° de promouvoir des initiatives en matière de formation.

**Article 4**

Le Fonds social est institué pour la durée fixée à l'article 24.

**Chapitre II**

**CHAMP D'APPLICATION**

**Article 5**

Les présents statuts, de même que les modalités d'exécution fixées, s'appliquent :

a) aux entreprises de travail intérimaire visées à l'article 7, 1° de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaires autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124), les articles 14 b), 14 c) et 22 ne sont pas d'application; par contre, l'article 15 est d'application pour ces entreprises ;

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaires non autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124), L'article 15 n'est pas d'application.

b) aux travailleurs intérimaires visés à l'article 7, 3° de la loi précitée du 24 juillet 1987, qui sont occupés par ces entreprises de travail intérimaire.

En ce qui concerne les intérimaires occupés via des entreprises de travail intérimaires autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124), les articles 14 b), 14 c) et 22 ne sont pas d'application; par contre, l'article 15 est d'application à ces intérimaires ;  
En ce qui concerne les intérimaires non occupés via des entreprises de travail intérimaires autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124), l'article 15 n'est pas d'application.

### **Chapitre III**

#### **ADMINISTRATION**

##### **Article 6**

Le Fonds social est géré par un Conseil d'administration, composé paritairement, d'une part, de représentants des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs, et, d'autre part, de représentants des travailleurs.

Ce Conseil comporte quatorze membres, à savoir sept délégués présentés par les organisations des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs, et sept délégués présentés par les organisations de travailleurs.

La Commission Paritaire pour le travail intérimaire désigne et révoque les membres du Conseil d'administration; elle peut modifier le nombre d'administrateurs fixé au deuxième alinéa.

Les membres du Conseil d'administration sont nommés pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

En cas de décès, de démission ou de révocation d'un administrateur, la Commission Paritaire pourvoit à son remplacement. Le nouveau membre désigné achève le mandat de son prédécesseur.

##### **Article 7**

Chaque année, le Conseil d'administration désigne en son sein un président et un vice-président. Ces fonctions sont exercées alternativement par un délégué des entreprises de travail intérimaire ou des utilisateurs et un délégué des travailleurs.

Le Conseil d'administration désigne également les personnes chargées du secrétariat.

##### **Article 8**

Le Conseil d'administration se réunit sur convocation du président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par an et chaque fois qu'au moins un tiers du conseil en fait la demande.

4

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. En cas d'absence du président, la séance du Conseil d'administration est présidée par le vice-président et à défaut de ce dernier, par le doyen d'âge.

Le Conseil d'administration ne peut décider valablement que sur les questions figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs et d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs.

Les décisions sont prises à la majorité des votants dans chaque délégation.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le Conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion.

Les extraits des procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs dont l'un mandaté par la délégation des travailleurs et l'autre par la délégation des entreprises de travail intérimaire et des utilisateurs.

## **Article 9**

Le Conseil d'administration a pour mission la gestion du Fonds social dans son sens le plus étendu, y compris toutes mesures nécessaires à son bon fonctionnement et à la réalisation de son objet.

Afin d'atteindre les objectifs tels que fixés à l'article 3 de la présente convention collective de travail, le Conseil d'administration peut décider que des frais d'enquête, de formation, de publicité et autres seront supportés par le Fonds social.

Le Conseil d'administration détermine dans son budget annuel les frais d'administration à imputer sur les recettes du Fonds social.

Il peut établir un Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil d'administration est valablement représenté dans toutes ses actions et à toutes fins, y compris toutes actions judiciaires, tant en demandeur qu'en défendeur, par le président ou par l'administrateur qu'il délègue pour assurer cette représentation.

Les membres du Conseil d'administration ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat; ils ne contractent aucune obligation personnelle du fait de leur participation à la gestion du Fonds social, ni à l'égard des engagements pris par le Fonds social.

## **Article 9bis**

Les entreprises de travail intérimaire sont tenues d'envoyer au Fonds social, au plus tard avant la fin du deuxième mois qui suit la fin du trimestre concerné, une déclaration trimestrielle. Il s'agit d'une liste mentionnant, pour chaque travailleur intérimaire, le nom, la date de naissance ou le numéro d'inscription au registre national, la rémunération proméritee et le nombre de jours prestés.

Si la déclaration à l'O.N.S.S. reprend ces mentions, il suffit d'en envoyer une copie au Fonds social.

L'obligation prévue par le présent article vaut également pour les rectifications qui pourraient être apportées par la suite aux déclarations trimestrielles.

Les entreprises de travail intérimaire agréées qui n'ont pas de siège en Belgique reçoivent à l'avance du Fonds Social un document qu'elles sont tenues d'utiliser pour la déclaration trimestrielle. Elles doivent y mentionner uniquement les prestations des intérimaires qu'elles mettent à disposition sur le territoire belge. Il est de la responsabilité de l'entreprise de travail intérimaire agréée d'entreprendre les actions nécessaires pour que la déclaration trimestrielle soit rentrée dans les délais fixés.

**Commentaire**

L'obligation relative à cette déclaration trimestrielle se justifie par la nécessité pour le Fonds Social d'exercer une surveillance et un contrôle sur le fonctionnement des entreprises de travail intérimaire, qu'elles soient ou non établies en Belgique. Ces déclarations trimestrielles sont nécessaires pour que le Fonds social puisse disposer des informations dont il a besoin pour mener à bien ses missions.

**Article 10**

Le Conseil d'administration peut confier certaines missions à un ou plusieurs de ses membres ou même à des tiers.

**Article 11**

Le Conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière à un Comité de direction, composé paritairement de membres de ce conseil représentant d'une part les entreprises de travail intérimaire et les utilisateurs, et d'autre part les travailleurs, à concurrence de trois membres au moins pour chacune des deux catégories.

Le Comité de direction ne délibère valablement que si tous les membres sont présents ou représentés par procuration régulière donnée à un autre membre de ce comité. Les décisions du Comité de direction sont prises à l'unanimité des voix.

**Chapitre IV**

**FINANCEMENT**

**Article 12**

Le Fonds social dispose des cotisations versées par les entreprises de travail intérimaire visées à l'article 5, a), ainsi que des intérêts des fonds investis.

**Article 13**

Les cotisations prévues aux articles 14 b), 14 c) et 15 sont recouvrées et perçues par l'Office national de sécurité sociale (O.N.S.S.), conformément à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, à l'exception des dérogations prévues dans ces mêmes articles.

En ce qui concerne les travailleurs intérimaires pour lesquels il n'existe pas d'obligation de cotiser à l'O.N.S.S. (par exemple, les travailleurs détachés vers notre pays et tombant sous l'article 14 du Règlement (CEE) 1408/71 du 14 juin 1971 ou en exécution d'un accord bilatéral entre la Belgique et un pays tiers, ou bien les étudiants qui travaillent moins d'un mois pendant l'été), les cotisations prévues aux articles 14 b), 14 c) et 15 seront perçues directement par le Fonds social, suivant les modalités déterminées par le Conseil d'administration.

### **Article 14**

#### Cotisations

La cotisation due au Fonds social par les employeurs visés à l'article 5, a), se compose de trois parties :

#### **a) Garantie**

Chaque entreprise qui demande et obtient un agrément dans une des régions du pays est tenue, pour chaque entité juridique, de verser directement au Fonds social une somme de 74.368,06 Euros, et ce en deux fois :

- 1) une somme de 24.789,35 Euros doit être versée à la même date que celle du dépôt de la demande d'agrément;
- 2) une somme de 49.578,71 Euros doit être versée dans les trente jours suivant la date de l'agrément.

#### **Commentaire**

Le montant susmentionné est destiné à servir de garantie en cas de difficultés de paiement dans le chef de l'entreprise de travail intérimaire vis-à-vis de ses intérimaires ou vis-à-vis du Fonds social.

Si l'entreprise n'a pas obtenu son agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire ou si l'entreprise a renoncé à poursuivre la procédure nécessaire à l'obtention de cet agrément, elle pourra introduire auprès du Fonds social une demande en remboursement de la somme de 24.789,35 Euros susvisée.

Ce remboursement ne pourra être opéré que pour autant que la demande introduite à cet effet soit accompagnée soit d'un document émanant de l'administration régionale compétente et attestant du non-agrément en qualité d'entreprise de travail intérimaire, soit d'une déclaration sur l'honneur faisant état de la renonciation de l'entreprise à poursuivre la procédure nécessaire à l'obtention de l'agrément.

4

Les sociétés non agréées comme entreprise de travail intérimaire, mais dont l'activité ressortit dans les faits à la loi du 24 juillet 1987, et plus particulièrement au chapitre II de la législation sur le travail intérimaire, devront verser la somme de 74.368,06 Euros, en une seule fois, dès la première demande émanant du Fonds social. En cas de refus, ce dernier pourra agir en justice pour obtenir paiement.

De la somme de 74.368,06 Euros, un montant forfaitaire de 4.957,87 Euros est définitivement acquis au Fonds social.

### Commentaire

Il s'agit d'un montant unique, dû pour couvrir les frais d'ouverture, de traitement et de gestion du dossier.

Le solde, soit 69.410,19 Euros, pourra être remboursé par le Fonds social sur demande de l'entreprise de travail intérimaire dès que cette dernière aura apporté la preuve qu'elle a acquitté des cotisations au Fonds social pour un montant total d'au moins 74.386,06 Euros (par perception directe ou par le biais de l'ONSS) et pour autant qu'elle n'ait pas d'autres dettes vis-à-vis du Fonds social.

En ce qui concerne les entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124), le solde de 69.410,19 Euros, pourra être remboursé par le Fonds social sur demande de l'entreprise de travail intérimaire dès que cette dernière aura apporté la preuve qu'elle a acquitté des cotisations au Fonds social pour un montant total d'au moins 2.844,58 Euros (par perception directe ou par le biais de l'ONSS) et pour autant qu'elle n'ait pas d'autres dettes vis-à-vis du Fonds social.

### Commentaire

Un délai minimum de douze mois devra s'écouler entre le versement de la totalité de la somme 74.368,06 Euros et le remboursement des 69.410,19 Euros.

A la demande d'une entreprise de travail intérimaire qui met fin à son activité d'intérim et qui ne remplit pas les conditions fixées aux deux alinéas précédents, le Conseil d'administration du Fonds social peut, compte tenu des dettes de l'entreprise de travail intérimaire vis-à-vis du Fonds social, décider du remboursement total ou partiel des 69.410,19 Euros, à condition que pour les travailleurs intérimaires ou anciens travailleurs intérimaires de cette entreprise de travail intérimaire, aucune intervention financière du Fonds social n'ait été ou ne doive être effectuée.

En raison du délai de prescription pour les crédits sur salaire, cette procédure de remboursement ne peut intervenir qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans au moins après la cessation des activités de l'entreprise.

Le remboursement ne peut jamais dépasser le montant de la cotisation à payer par l'entreprise de travail intérimaire en application de l'article 14 b), de l'article 14c et, le cas échéant, de l'article 15.



Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence en faisant valoir l'existence d'un système de garantie équivalent dans leur pays d'origine. Elles doivent apporter la preuve de cette équivalence de manière détaillée. Elles devront ainsi démontrer par voie de preuve écrite que :

- le montant de la garantie versée dans leur pays équivaut au moins à 74.386,06 Euros;
- la garantie est expressément prévue pour des interventions en cas de cessation du paiement des salaires et des cotisations;
- et ce, y compris pour les travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique.

#### **b) Prime de fin d'année**

Pour le financement de la prime de fin d'année, une cotisation s'élevant à 8,65 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique est due à partir du 1er janvier 2002, et ce pour une durée indéterminée.

Procédure de perception :

Pour le premier trimestre 2002, 0,3% de cette cotisation est recouvré et perçu directement par le Fonds social, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration, et 8,35% est recouvré et perçu par l'ONSS, comme prévu à l'article 13. A partir du deuxième trimestre 2002, la cotisation de 8,65% est intégralement recouvrée et perçue par l'ONSS comme prévu à l'article 13.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

#### **c) Autres avantages**

- Pour financer les avantages sociaux accordés aux intérimaires en vertu de la CCT du 10 décembre 2001 relative aux avantages sociaux destinés aux travailleurs intérimaires, les employeurs visés à l'article 5 a) doivent payer une cotisation de 0,10 %, et ce du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2002.

Procédure de perception :

Pour les quatre trimestres de 2002, cette cotisation est recouvrée et perçue directement par le Fonds social, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

- Pour la réalisation de l'article 3, 8°, la cotisation due au Fonds social par les employeurs visés à l'article 5a) est fixée à partir du 1 janvier 2002 au 31

décembre 2002 à 0,10 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique.

Procédure de perception :

Pour le premier trimestre 2002 cette cotisation est recouvrée et perçue directement par le Fonds social, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2002, cette cotisation est recouvrée et perçue par l'ONSS, comme prévu à l'article 13.

En concluant une convention collective de travail visant à promouvoir l'emploi des groupes à risque, les parties signataires souhaitent s'inscrire dans le cadre des engagements pris dans l'accord interprofessionnel du 22/12/2000 et dans le cadre de la loi du 05/09/2001 visant à améliorer le taux d'emploi des travailleurs.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

- Pour la réalisation de l'article 3, 9°, une cotisation fixée à 0,3% des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires mis à disposition en Belgique est due au Fonds social par les employeurs visés à l'article 5, a), et ce du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2002.

Procédure de perception :

Pour le premier trimestre 2002 cette cotisation est recouvrée et perçue directement par le Fonds social, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. Pour les deuxième, troisième et quatrième trimestres de 2002, cette cotisation est recouvrée et perçue par l'ONSS, comme prévu à l'article 13.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

## **Article 15**

Une cotisation de 0,35% sur les rémunérations brutes des travailleurs mis à disposition en Belgique est due par les entreprises de travail intérimaire autorisées à exercer des activités dans le cadre de la Commission paritaire de la construction (C.P. 124), à partir du 1er janvier 2002 et pour une durée indéterminée. Outre la garantie prévue à l'article 14 a), cette cotisation est destinée à financer la prime de fin d'année comme prévue par la convention collective de travail du 10 décembre 2001 concernant la prime de fin d'année des travailleurs intérimaires et au financement des avantages sociaux tels que prévus à la convention collective de travail du 10 décembre 2001 relative aux avantages sociaux destinés aux travailleurs intérimaires

Procédure de perception :

Pour le premier trimestre 2002 cette cotisation est recouvrée et perçue directement par le Fonds social, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration.

A partir du deuxième trimestres de 2002, la cotisation de 0,35% est entièrement recouvrée et perçue par l'ONSS, comme prévu à l'article 13.

Les entreprises de travail intérimaire qui n'ont pas de siège en Belgique peuvent invoquer le principe de l'équivalence, à condition de pouvoir prouver celle-ci par écrit et de manière détaillée.

## **Article 16**

### Déclaration préalable

A cet effet et lorsqu'il s'agit de travailleurs intérimaires détachés vers notre pays, tombant sous l'article 14 du Règlement (CEE) 1408/71 précité ou en exécution d'un accord bilatéral entre la Belgique et un pays tiers, l'entreprise de travail intérimaire est tenue d'avertir le Fonds par écrit et au plus tard avant le début du détachement, du nombre *et de l'identité* des travailleurs détachés et de la durée du détachement. Elle joindra par ailleurs à cette information copie du formulaire de détachement lorsque celui-ci est requis en exécution de la législation et/ou de l'accord bilatéral entre la Belgique et le pays tiers, tel le formulaire E 101 qui est d'application pour les travailleurs salariés qui se déplacent dans la Communauté.

## **Article 17**

Sans préjudice de l'application de l'article 14 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, le montant des cotisations ne peut être modifié que par une convention collective de travail conclue à la Commission Paritaire pour le travail intérimaire et rendue obligatoire par arrêté royal.

## **Chapitre V**

### **Article 18**

L'exercice prend cours le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

### **Article 19**

Chaque année, au cours du mois de septembre au plus tard, le budget de l'année suivante est soumis à l'approbation de la Commission Paritaire pour le travail intérimaire.

### **Article 20**

Les comptes de l'année écoulée sont clôturés au 31 décembre.

Le Conseil d'administration, ainsi que le réviseur ou l'expert comptable désigné par la Commission Paritaire pour le travail intérimaire en vertu de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, présentent annuellement un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Les comptes de l'exercice écoulé, ainsi que les rapports écrits indiqués à l'alinéa précédent, doivent être soumis à l'approbation de la Commission Paritaire pour le travail intérimaire au plus tard au cours du mois de septembre.

## **Chapitre VI**

### **ALLOCATIONS ET INDEMNITES, BENEFICIAIRES**

#### **Article 21**

Les modalités d'octroi des interventions accordées par le Fonds social sont fixées par le Conseil d'administration du Fonds social.

Le Conseil d'administration détermine, en particulier, les dates et les modalités de paiement des interventions accordées par le Fonds social.

#### **Article 22**

Pour l'application de l'article 3, 8°, le Conseil d'administration peut notamment, dans les limites des moyens financiers résultant de l'application de l'article 14 c), deuxième tiret:

- organiser des cours et/ou des formations professionnelles;
- intervenir au niveau des programmes de formation et des frais de matériel didactique;
- prendre en charge les rémunérations et charges sociales des travailleurs intérimaires pour la durée des programmes de formation;
- intervenir dans les rémunérations et charges sociales en vue de la mise au travail des travailleurs intérimaires appartenant aux groupes à risque visés à l'article 3, 8°.

Le Conseil d'administration détermine :

- les modalités d'octroi des interventions et les pièces justificatives à joindre aux demandes d'intervention;
- le délai d'introduction des demandes et le délai dans lequel le Conseil statue sur les demandes introduites;
- le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment lorsque les modalités d'octroi ne sont pas ou plus respectées.

#### **Commentaire**

Le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment, prévu au dernier alinéa de l'article 22, devrait se faire par exemple lorsque le travailleur intérimaire met fin prématurément à sa formation.

## **Chapitre VII**

### **DISSOLUTION, LIQUIDATION**

#### **Article 23**

En cas de dissolution du Fonds social, la Commission Paritaire pour le travail intérimaire désigne, sur proposition du Conseil d'administration du Fonds social, les liquidateurs, définit leur pouvoir, fixe leur rémunération et détermine l'affectation des avoirs.

## **Chapitre VIII**

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **Article 24**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 2002.

Elle est conclue pour une période indéterminée.

Elle peut être révisée ou dénoncée à la demande de la partie la plus diligente, moyennant un préavis de trois mois.

Fait à Bruxelles, le 10 décembre 2001

21-12-2001

31-01-2002

NR.

60.876

10/322

4

**Paritair Comité voor de uitzendarbeid****COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 10 DECEMBER 2001  
BETREFFENDE DE OPRICHTING VAN EEN FONDS VOOR  
BESTAANSZEKERHEID VOOR DE UITZENDKRACHTEN EN  
VASTSTELLING VAN ZIJN STATUTEN****Hoofdstuk 1**

OPRICHTING, BENAMING, MAATSCHAPPELIJKE ZETEL, DOEL, DUUR

**Artikel 1**

*Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vervangt, met ingang van 1 januari 2002, de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 bis van 27 november 1981, betreffende de oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten.*

*Vanaf 1 januari 2002 regelt onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst de werking van het fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten, opgericht door de collectieve arbeidsovereenkomst 36 bis van 27 november 1981, hierna "Sociaal Fonds" genoemd.*

**Artikel 2**

De zetel van het Sociaal Fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Helihavenlaan 21, bus 3.

**Artikel 3**

Het Sociaal Fonds heeft tot doel :

- 1° het innen van de bijdragen, die nodig zijn voor zijn werking;
- 2° wanneer het uitzendbureau zijn geldelijke verplichtingen niet nakomt tegenover de uitzendkrachten, het betalen aan de werknemers van :
  - a) de lonen welke zijn verschuldigd krachtens de individuele of collectieve arbeidsovereenkomsten;
  - b) de vergoedingen of voordelen welke zijn verschuldigd krachtens de wet of collectieve arbeidsovereenkomsten.
- 3° het verlenen aan de werknemers van elk sociaal voordeel of het verlenen aan de werknemers en werkgevers van diensten, welke het voorwerp zullen zijn van een latere collectieve arbeidsovereenkomst;
- 4° het verlenen aan de uitzendkrachten, van voordelen van gelijke aard als deze welke in artikel 2° van de wet van 30 juni 1967 tot verruiming van de opdracht van het Sociaal Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers, en in hoofdstuk III van de wet van 28 juni 1966, betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen zijn voorzien;
- 5° bij de uitzendbureaus en de gebruikers alsook bij hun vast personeel en bij hun uitzendkrachten, een geest van veiligheid op de werkplaatsen bevorderen, om de gezondheid en de fysieke integriteit aan de werknemers te vrijwaren en hun arbeidsvoorwaarden te verbeteren;

- 6° het verlenen aan de uitzendkrachten van een eindejaarspremie onder de voorwaarden en modaliteiten, bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomst nr. 36 decies van 4 maart 1986 betreffende de eindejaarspremie van de uitzendkrachten;
- 7° het verlenen aan de uitzendkrachten van voordelen van dezelfde aard als deze welke voorzien zijn in artikel 4 van de wet van 12 april 1985, waarbij het *Sociaal Fonds* tot vergoeding van de in geval van sluiting der ondernemingen ontslagen werknemers belast wordt met de uitbetaling van een overbruggingsvergoeding;
- 8° initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen te bevorderen .

Het betreft hier volgende risicogroepen :

a. De langdurig werklozen

Werkzoekenden die, gedurende de 6 maanden die aan hun indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking werkloosheids- of wachttuitkeringen hebben genoten voor alle dagen van de week.

b. De laaggeschoolde werklozen

Werklozen, ouder dan 18 jaar, die minstens 1 dag werkloos zijn en geen houder zijn van :

- hetzij een diploma van universitair onderwijs
- hetzij een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs van het lange of het korte type
- hetzij een getuigschrift van het hoger algemeen of technisch secundair onderwijs.

c. De gehandicapten

Werkzoekende mindervaliden die, op het ogenblik van hun indienstneming, bij het Rijksfonds voor de Sociale Reclassering van de Mindervaliden (of bij één van zijn rechtsopvolgers) zijn ingeschreven.

d. De deeltijds leerplichtigen

Werkzoekenden van minder dan 18 jaar die onderworpen zijn aan de deeltijdse leerplicht en het secundair onderwijs met volledig leerplan niet meer volgen.

e. De herintreders

Werkzoekenden die tegelijk aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1) minstens 24 jaar zijn
- 2) geen werkloosheids- of loopbaanonderbrekingsuitkeringen genoten hebben gedurende de periode van 3 jaar die de indienstneming voorafgaat.
- 3) geen beroepsactiviteit verricht hebben gedurende de periode van 3 jaar die de indienstneming voorafgaat.
- 4) vóór de in 2) en 3) bedoelde periode van 3 jaar hun beroepsactiviteit onderbroken hebben ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen zijn.

f. De bestaansminimumtrekkers

Werkzoekenden die op het ogenblik van hun indienstneming sinds minstens 3 maanden zonder onderbreking het bestaansminimum ontvangen.

g. Oudere werklozen

Werkzoekenden, ouder dan 44 jaar, die minstens één dag werkloos zijn en geen houder zijn van :

- hetzij een diploma van het universitair onderwijs
- hetzij een diploma of een getuigschrift van het hoger niet-universitair onderwijs van het korte of het lange type.

h. Migranten

De Raad van Beheer van het *Sociaal* Fonds zal bepalen welke personen tot deze categorie van werknemers behoren.

9° *het bevorderen van initiatieven inzake vorming.*

#### **Artikel 4**

Het Sociaal Fonds wordt opgericht voor de duur bepaald in artikel 24.

### **Hoofdstuk II**

#### **TOEPASSINGSGEBIED**

#### **Artikel 5**

Deze statuten, alsmede de uitvoeringsmodaliteiten *die* worden vastgelegd, zijn van toepassing :

- a) op de uitzendbureaus, bedoeld bij artikel 7, 1° van de wet van 24 juli 1987 betreffende tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;
- *wat betreft de uitzendbureaus, erkend om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 14, b en c, en artikel 22 niet van toepassing; daarentegen is artikel 15 wel van toepassing;*
  - *wat betreft de uitzendbureaus, niet erkend om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 15 niet van toepassing.*



4

b) op de uitzendkrachten, bedoeld bij artikel 7, 3° van de genoemde wet van 24 juli 1987, die door de uitzendbureaus worden tewerkgesteld;  
- wat betreft de uitzendkrachten, tewerkgesteld via uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 14, b en c, en artikel 22 niet van toepassing; daarentegen is artikel 15 wel van toepassing;  
- wat betreft de uitzendkrachten, niet tewerkgesteld via uitzendbureaus die erkend zijn om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, is artikel 15 niet van toepassing.

### **Hoofdstuk III**

#### **BEHEER**

##### **Artikel 6**

Het Sociaal Fonds wordt beheerd door een Raad van beheer, welke paritair is samengesteld, enerzijds door afgevaardigden van de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers, en anderzijds door afgevaardigden van de werknemers.

Deze Raad bestaat uit veertien leden, zijnde zeven afgevaardigden die worden voorgesteld door de organisaties van uitzendbureaus en van gebruikers, en zeven afgevaardigden die worden voorgesteld door de werknemersorganisaties.

*Het Paritair Comité van de uitzendsector* wijst de leden van de Raad van beheer aan en ontslaat ze tevens; hij kan het aantal beheerders dat is vastgesteld in het tweede lid wijzigen.

De leden van de Raad van beheer worden genoemd voor een termijn van vier jaar. Hun mandaat kan worden hernieuwd.

In geval van overlijden, ontslag of afzetting van een beheerder, voorziet *het Paritair Comité* in zijn vervanging. Het nieuw aangewezen lid beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

##### **Artikel 7**

Ieder jaar wijst de Raad van beheer uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter aan. Deze functies worden afwisselend uitgeoefend door een afgevaardigde van de uitzendbureaus of de gebruikers, en een afgevaardigde van de werknemers.

De Raad van beheer wijst eveneens de personen aan die worden belast met het secretariaat.

**Artikel 8**

De Raad van beheer vergadert op uitnodiging van de voorzitter. De voorzitter is gehouden de Raad ten minste éénmaal per jaar bijeen te roepen, en telkens wanneer ten minste één derde van de leden van de Raad het vragen.

De uitnodigingen moeten de agenda vermelden. In geval van afwezigheid van de voorzitter, wordt de zitting van de Raad van beheer voorgezeten door de ondervoorzitter en, bij afwezigheid van deze laatste door de ouderdomsdeken.

De Raad van beheer kan slechts geldig beslissen over de punten welke op de agenda staan vermeld, en bij aanwezigheid van ten minste de helft van de leden die behoren tot de werknemersafvaardiging en ten minste de helft van de leden die behoren tot de afvaardiging van de *ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers*.

De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de stemgerechtigden in elke afvaardiging.

De notulen worden opgemaakt door de secretaris aangewezen door de Raad van beheer, en ondertekend door diegene die de vergadering heeft voorgezeten.

De uittreksels van de notulen worden ondertekend door de voorzitter of door twee beheerders, waarvan de ene door de werknemersafvaardiging en de andere door de *ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers* is gemandateerd.

**Artikel 9**

De Raad van beheer heeft tot opdracht het Sociaal Fonds te beheren, in de ruimste betekenis van het woord, daaronder begrepen het treffen van alle maatregelen, welke nodig blijken voor zijn goede werking en voor de verwezenlijking van zijn doel.

De Raad van beheer mag voor het bereiken van de doeleinden bepaald in artikel 3 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, beslissen dat onkosten gemaakt voor enquêtes, vorming, publiciteit en dergelijke door het Sociaal Fonds zullen gedragen worden.

De Raad van beheer bepaalt in zijn jaarlijkse begroting de beheerskosten welke ten laste vallen van de opbrengsten van het Sociaal Fonds.

Hij kan een huishoudelijk reglement opstellen.

De Raad van beheer wordt bij elk optreden, inbegrepen optreden in rechte als eisende of als verwerende partij, en voor elk doel, geldig vertegenwoordigd door de voorzitter of door de beheerder die hij aanstelt om die vertegenwoordiging waar te nemen.

De leden van de Raad van beheer zijn slechts verantwoordelijk voor de uitvoering van hun opdracht; zij gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan wegens hun deelneming aan het beheer van het Sociaal Fonds, noch ten opzichte van de verbintenissen van het Sociaal Fonds.

## Artikel 9bis

De uitzendbureaus zijn gehouden aan het Sociaal Fonds driemaandelijks, *uiterlijk voor het einde van de tweede maand na het einde van het betrokken kwartaal*, een *kwartaalaangifte* toe te sturen. *Dit is een lijst met vermelding, voor elke uitzendkracht, van zijn naam, geboortedatum of rijksregisternummer, verdiende loon en aantal gepresteerde dagen.*

Indien die vermeldingen in de RSZ-aangifte zijn opgenomen, volstaat het een afschrift daarvan aan het Sociaal Fonds toe te sturen.

De verplichting voorzien in dit artikel *geldt ook voor de eventuele rechtzettingen die achteraf aan de kwartaalaangiftes worden aangebracht.*

*De erkende uitzendbureaus, die geen zetel hebben in België, krijgen op voorhand door het Sociaal Fonds een document toegestuurd dat zij dienen te gebruiken voor de kwartaalaangifte. Zij dienen enkel de prestaties van hun uitzendkrachten, tewerkgesteld op het Belgisch grondgebied te vermelden. Het is de verantwoordelijkheid van het erkend uitzendbureau om de nodige actie te ondernemen opdat de kwartaalaangifte tijdig wordt ingediend.*

## Commentaar

*De vraag naar deze kwartaalaangifte rechtvaardigt zich door de noodzaak aan toezicht en controle, door het Sociaal Fonds, op het legaal functioneren van de uitzendbureaus, al dan niet met zetel in België. Deze kwartaalaangiftes zijn noodzakelijk opdat het Sociaal Fonds zou beschikken over de informatie die nodig is om zijn opdrachten uit te voeren.*

## Artikel 10

De Raad van Beheer kan bepaalde opdrachten toevertrouwen aan één of meerdere leden of zelfs aan derden.

## Artikel 11

De Raad van Beheer kan het dagelijks beheer overdragen aan een Directiecomité, dat paritair is samengesteld uit leden van deze Raad, die *enerzijds de ondernemingen voor uitzendarbeid en de gebruikers, en anderzijds de werknemers* vertegenwoordigen, ten belope van ten minste drie leden voor ieder van beide vertegenwoordigingen. Het Directiecomité kan slechts geldig beraadslagen indien alle leden aanwezig zijn of zijn vertegenwoordigd door een ander lid van dit comité, dat daartoe een regelmatige volmacht heeft gekregen. De beslissingen van het Directiecomité worden genomen bij eenparigheid van stemmen.

## Hoofdstuk IV

### FINANCIERING

#### Artikel 12

Het Sociaal Fonds beschikt over de bijdragen welke zijn verschuldigd door de in artikel 5, a, bedoelde uitzendbureaus, alsook over de intresten van de geïnvesteerde bedragen.

#### Artikel 13

##### *Inningsprocedure*

De bijdragen voorzien in artikel 14, b) en c), en artikel 15 worden ingevorderd en geïnd door de Rijksdienst voor sociale zekerheid (R.S.Z.), overeenkomstig artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, behoudens de afwijkingen vermeld onder artikel 14 en 15.

Wat de uitzendkrachten betreft waarvoor er geen bijdrageplicht aan de R.S.Z. bestaat (bijvoorbeeld, degenen die naar ons land zijn gedetacheerd en die vallen onder artikel 14 van de Verordening (EEG) 1408/71 van 14 juni 1971 of ter uitvoering van een bilateraal akkoord tussen België en een derde land, de studenten die minder dan één maand werken tijdens de zomer), zullen de bijdragen bedoeld in artikel 14, b en c, en artikel 15 rechtstreeks door het Sociaal Fonds worden geïnd, volgens de modaliteiten, welke door de Raad van Beheer worden bepaald.

#### Artikel 14

##### *Bijdragen*

De bijdrage van de werkgevers, bedoeld in artikel 5,a, aan het Sociaal Fonds, bestaat uit drie delen :

##### *a) Waarborg*

*Elke vennootschap die in één van de gewesten een erkenning aanvraagt en bekomt, dient, per juridische entiteit, rechtstreeks aan het Sociaal Fonds éénmalig een som te storten van 74.368,06 EURO, en dit in twee keer :*

- 1° een som van 24.789,35 EURO moet worden gestort op dezelfde datum als die waarop de *erkenningsaanvraag* wordt ingediend;
- 2° een som van 49.578,71 EURO moet worden gestort binnen dertig dagen volgend op de datum van de erkenning.

### **Commentaar**

*Bovenstaand bedrag is bedoeld als waarborg in het geval van mogelijke betalingsmoeilijkheden vanwege het uitzendbureau ten opzichte van zijn uitzendkrachten of ten opzichte van het Sociaal Fonds.*

Indien de onderneming geen erkenning als uitzendbureau heeft gekregen of indien de onderneming afziet van de verdere erkenningsprocedure, kan zij bij het Sociaal Fonds een aanvraag indienen met het oog op de terugstorting van de bovengenoemde som van 24,789,35 EURO.

De terugstorting zal maar kunnen gebeuren voor zover de desbetreffende aanvraag gepaard gaat met de overlegging van een document van het bevoegde gewestelijk bestuur waaruit blijkt dat de onderneming niet als uitzendbureau is erkend, of van een verklaring op eer dat de onderneming afziet van de verdere erkenningsprocedure.

De niet als uitzendbureau erkende ondernemingen waarvan de activiteit in feite ressorteert onder de wet van 24 juli 1987, meer bepaald hoofdstuk II, van de wetgeving op uitzendarbeid, zullen de som van 74.368,06 EURO ineens moeten storten op het eerste verzoek van het Sociaal Fonds. In geval van weigering, kan het Sociaal Fonds een rechtsvordering instellen.

Van de som van 74.368,06 EURO is een forfaitair bedrag van 4.957,87 EURO definitief verworven door het Sociaal Fonds.

### **Commentaar**

*Deze som betreft een éénmalige inning voor opstart-, beheers- en dossierkosten.*

De overige 69.410,19 EURO kunnen op verzoek van het uitzendbureau door het Sociaal Fonds worden terugbetaald, van zodra het uitzendbureau het bewijs voorlegt dat het voor een totaal bedrag van minstens 74.368,06 EURO aan bijdragen aan het Sociaal Fonds (via rechtstreeks of onrechtstreekse inning) heeft betaald en voor zover het uitzendbureau geen andere schulden heeft aan het Sociaal Fonds.

*Voor wat betreft de uitzendbureaus, erkend om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124,, kunnen de overige 69.410,19 EURO op verzoek van het betrokken uitzendbureau door het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten terugbetaald worden, van zodra het uitzendbureau het bewijs voorlegt dat het voor een totaal bedrag van minstens 2.844,58 EURO aan bijdragen aan het Sociaal Fonds voor de uitzendkrachten (via rechtstreeks of onrechtstreekse inning) heeft betaald en voor zover het uitzendbureau geen andere schulden heeft aan het Sociaal Fonds.*

**Commentaar**

*De bedoeling van de twee bovenstaande paragrafen is dat een mogelijke terugbetaling van de waarborg pas kan geschieden wanneer er door alle uitzendbureaus, al dan niet erkend om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, bijdragen betaald zijn op een loonmassa van gelijke omvang.*

Er moet een termijn van ten minste twaalf maanden liggen tussen de betaling van de volledige som van 74.368,06 EURO en de terugbetaling van de som van 69.410,19 EURO.

Op verzoek van een uitzendbureau dat zijn uitzendactiviteit stopzet en dat de in de vorige twee alinea's bepaalde voorwaarden niet vervult, kan de Raad van Beheer van het Sociaal Fonds, rekening houdend met de schulden die het uitzendbureau heeft aan het Sociaal Fonds, beslissen de 69.410,19 EURO geheel of gedeeltelijk terug te betalen, zo er voor de uitzendkrachten van dat uitzendbureau of voor zijn gewezen uitzendkrachten geen financiële tussenkomsten door het Sociaal Fonds zijn gedaan of dienen gedaan te worden.

*Als gevolg van de verjaringstermijn inzake tegoeden op lonen, is deze terugbetalingsprocedure pas mogelijk indien een termijn van minstens vijf jaar verstreken is sinds de stopzetting.*

De terugbetaling kan nooit de bijdragen welke door de werkgever moeten worden betaald krachtens punt b) en c) van dit artikel, desgevallend artikel 15, overtreffen.

*Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen t.a.v. een gelijkaardig waarborgsysteem dat bestaat in hun thuisland. Ze dienen die gelijkwaardigheid op een omstandige manier aan te tonen. Er dient bij wijze van geschriften te worden aangetoond dat:*

- *de waarborg minstens een bedrag equivalent aan 74.368,06 EURO bedraagt;*
- *de waarborg uitdrukkelijk tussenkomt in geval van het staken van de betaling van de lonen en bijdragen;*
- *ook van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten.*

**b) Eindejaarspremie**

*Voor het financieren van de eindejaarspremie is een bijdrage van 8,65% op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten verschuldigd, dit vanaf 1 januari 2002 en voor onbepaalde duur.*

**Inningsprocedure:**

*Voor het eerste trimester 2002 wordt 0,3 % van deze bijdrage rechtstreeks gevorderd en geïnd door het Sociaal Fonds, volgens de modaliteiten bepaald door de raad van beheer, en 8,35% wordt gevorderd en geïnd door de RSZ, zoals bepaald in artikel 13. Vanaf het tweede trimester 2002 wordt de bijdrage van 8,65% volledig gevorderd en geïnd door de RSZ zoals bepaald bij artikel 13.*

*Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen, mits omstandig schriftelijk bewijs hiervan.*

**c) Andere voordelen**

- Voor het financieren van de sociale voordelen toegekend aan de uitzendkrachten op grond van de CAO van 10 december 2001 met betrekking tot de sociale voordelen bestemd voor de uitzendkrachten, zijn de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a) een bijdrage van 0,10% verschuldigd, dit vanaf 1 januari 2002 tot 31 december 2002.

*Inningsprocedure:*

*Deze bijdrage wordt voor de vier kwartalen van 2002 rechtstreeks geïnd door het Sociaal Fonds, volgens de modaliteiten bepaald door de raad van beheer.*

*Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen, mits omstandig schriftelijk bewijs hiervan.*

- Voor de verwezenlijking van artikel 3, 8° wordt de bijdrage, verschuldigd aan het Sociaal Fonds door de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a), met ingang van 1 januari 2002 tot 31 december 2002 vastgesteld op 0,10% van de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten.

*Inningsprocedure:*

*Deze bijdrage wordt voor het eerste kwartaal van 2002 rechtstreeks door het Sociaal Fonds gevorderd en geïnd, volgens de modaliteiten bepaald door de Raad van Beheer. Voor het tweede, derde en vierde kwartaal 2002 wordt deze bijdrage gevorderd en geïnd door de RSZ, zoals bepaald in artikel 13.*

*Door het sluiten van een collectieve arbeidsovereenkomst ter bevordering van de tewerkstelling van risicogroepen wensen de ondertekenende partijen zich in te schrijven in de engagementen genomen in het Interprofessioneel Akkoord van 22/12/2000 en de Wet tot de verbetering van de werkgelegenheidsgraad van de werknemers van 05/09/2001.*

*Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen, mits omstandig schriftelijk bewijs hiervan.*

- Voor de verwezenlijking van artikel 3, 9° wordt de bijdrage, verschuldigd aan het Sociaal Fonds door de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a) met ingang van 1 januari 2002 tot 31 december 2002 vastgesteld op 0,3% op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten.

*Inningsprocedure:*

*Deze bijdrage wordt voor het eerste kwartaal van 2002 rechtstreeks door het Sociaal Fonds geïnd, volgens de modaliteiten bepaald door de Raad van Beheer. Voor het tweede, derde en vierde kwartaal 2002 wordt deze bijdrage gevorderd en geïnd door de RSZ, zoals bepaald in artikel 13.*

*Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen, mits omstandig schriftelijk bewijs hiervan.*

**Artikel 15**

*De uitzendbureaus, erkend om activiteiten uit te oefenen in het Paritair Comité 124, dienen een bijdrage van 0,35% op de brutolonen van de in België tewerkgestelde uitzendkrachten te betalen, dit vanaf 1 januari 2002 en voor onbepaalde duur. Deze bijdrage is bestemd, naast de waarborg bedoeld in artikel 14, a), voor de financiering van de eindejaarspremie, zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 betreffende de eindejaarspremie van de uitzendkrachten en voor de financiering van de sociale voordelen zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 houdende sociale voordelen voor de uitzendkrachten.*

*Inningsprocedure:*

*Deze bijdrage wordt voor het eerste kwartaal van 2002 rechtstreeks door het Sociaal Fonds gevorderd en geïnd, volgens de modaliteiten bepaald door de Raad van Beheer.*

*Vanaf het tweede trimester van 2002 wordt de bijdrage van 0,35% volledig gevorderd en geïnd door de RSZ zoals bepaald bij artikel 13.*

*Uitzendkantoren die geen zetel hebben in België kunnen het principe van de gelijkwaardigheid inroepen, mits omstandig schriftelijk bewijs hiervan.*

**Artikel 16**

***Voorafgaande aangifte***

Hiertoe dient het uitzendbureau, wanneer het gaat om uitzendkrachten die naar ons land zijn gedetacheerd en die vallen onder artikel 14 van de Verordening (EEG) 1408/71 of ter uitvoering van een bilateraal akkoord tussen België en een derde land, uiterlijk vóór de aanvang van de detachering het Sociaal Fonds schriftelijk in kennis te stellen van het aantal *en de identiteit van de* gedetacheerde werknemers en van de duur van de detachering. Het uitzendbureau zal bovendien, wanneer dit is vereist ingevolge de wetgeving en/of het bilateraal akkoord tussen België en het derde land, bij die informatie een afschrift voegen van het detacheringsformulier, zoals het formulier E 101 dat geldt voor de werknemers die zich binnen de Gemeenschap verplaatsen.

**Artikel 17**

Onverminderd de toepassing van artikel 14 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, kan het bedrag van de bijdragen slechts worden gewijzigd bij een collectieve arbeidsovereenkomst, gesloten in *het paritair comité voor de uitzendarbeid*, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.



**Hoofdstuk V**

**Artikel 18**

Het dienstjaar neemt een aanvang op 1 januari en sluit op 31 december.

**Artikel 19**

Elk jaar wordt, uiterlijk tijdens de maand *september*, een begroting voor het volgend jaar ter goedkeuring voorgelegd aan *het paritair comité voor de uitzendarbeid*.

**Artikel 20**

Op 31 december worden de rekeningen van het verlopen jaar afgesloten.

De Raad van beheer, alsmede de krachtens artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid, door *het Paritair Comité voor de uitzendarbeid* aangewezen revisor of accountant, brengen jaarlijks een schriftelijk verslag uit over het vervullen van hun opdracht tijdens het verlopen jaar.

De rekeningen van het afgelopen dienstjaar, alsook de in het voorgaand lid vermelde schriftelijke verslagen, moeten uiterlijk tijdens de maand *september* ter goedkeuring worden voorgelegd aan *het paritair comité voor de uitzendarbeid*.

**Hoofdstuk VI**

**UITKERINGEN EN VERGOEDINGEN, RECHTHEBBENDEN**

**Artikel 21**

De toekenningsmodaliteiten van de tegemoetkomingen, toegekend door het Sociaal Fonds, worden vastgesteld door de Raad van beheer van het Sociaal Fonds.

De Raad van beheer legt, in het bijzonder, de data en de betalingsmodaliteiten vast van de tegemoetkomingen, welke door het Sociaal Fonds worden toegekend.

**Artikel 22**

Voor de verwezenlijking van artikel 3, 8° kan de Raad van Beheer, onder meer, binnen de perken van de financiële middelen, die voortvloeien uit de toepassing van artikel 14 c- - tweede gedachtenstreepje:

- cursussen en/of beroepsvorming organiseren\*);
- tussenkomen in opleidingsprogramma's en in de kosten van didactisch materiaal;
- gedurende de opleidingsprogramma's de lonen en sociale lasten van de uitzendkrachten ten laste nemen;

- 4
- tegemoetkomingen verlenen in de lonen en sociale lasten met het oog op de tewerkstelling van de uitzendkrachten die tot de risicogroepen, bedoeld in artikel 3, 8°, behoren.

De Raad van Beheer bepaalt :

- de toekenningsmodaliteiten voor de tegemoetkomingen en de nodige bewijsstukken die bij de aanvragen voor tussenkomst gevoegd moeten worden;
- de data waarbinnen de aanvragen ingediend moeten worden en de data waarbinnen de Raad over de ingediende aanvragen een beslissing neemt;
- de terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen wanneer niet of niet langer aan de toekenningsmodaliteiten is voldaan.

### **Commentaar**

De bij de laatste lid van artikel 22 bedoelde terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen, zou bijvoorbeeld moeten gebeuren wanneer een uitzendkracht de opleiding voortijdig beëindigt.

## **Hoofdstuk VII**

### **ONTBINDING, VEREFFENING**

#### **Artikel 23**

Indien het Sociaal Fonds ontbonden wordt, wijst *het paritair comité voor de uitzendarbeid*, op voorstel van de Raad van beheer van het Sociaal Fonds, de vereffenaars aan, bepaalt hun machten, stelt hun beloning vast en duidt de bestemming van het vermogen aan.

## **Hoofdstuk VIII**

### **SLOTBEPALINGEN**

#### **Artikel 24**

Onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 *januari 2002*.

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende organisatie herzien of beëindigd worden mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt in acht genomen.